

Numéro 36 - 27 mai 2020

Pour une nouvelle direction de la politique étrangère du Canada qui sera un facteur pour la paix et la sécurité des peuples



Opposition aux sanctions et blocus impérialistes

- Des représentants de haut niveau des pays touchés demandent la levée des sanctions économiques
- Lettre du Congrès du travail du Canada au ministère des Affaires étrangères

Attaque terroriste contre le Venezuela

- Déclaration de la délégation du Venezuela lors de la session publique virtuelle du Conseil de sécurité des Nations unies

L'intensification des exercices de guerre durant la COVID-19

- L'écrasement d'un Snowbird
- Tony Seed -

Opposition aux sanctions et blocus impérialistes

Des représentants de haut niveau des pays touchés demandent la levée des sanctions économiques



Le 9 mai, dans le cadre d'une campagne internationale appelant à la levée des sanctions et des blocus partout, un webinaire parrainé par la coalition Sanctions Kill basée aux États-Unis a fourni une plateforme aux représentants de six pays soumis à des sanctions économiques américaines pour expliquer comment cette forme de la guerre affecte leurs pays, en particulier leur capacité à faire face à la pandémie de la COVID-19. Plus de 1 000 personnes du monde entier ont assisté au webinaire et 4 000 autres l'ont regardé en direct sur Facebook.

Sur les 193 États membres des Nations unies, 39 font actuellement l'objet d'une guerre économique sous la forme de mesures coercitives unilatérales, également appelées sanctions économiques. Les seules sanctions considérées comme légales en vertu du droit international sont celles approuvées par le Conseil de sécurité des Nations unies. Toutes les autres, telles que celles que les États-Unis ont mises en place unilatéralement contre plus de 30 pays et une multitude d'individus et d'organisations sous divers prétextes, violent la Charte des Nations unies et les normes du droit international et de la diplomatie. Elles sont illégales et constituent des actes de guerre visant les populations des pays ciblés, bien que, par un cynisme éhonté, elles soient présentées par ceux qui imposent et soutiennent ce type de coercition comme étant « non violentes » et « pacifiques ». Les États-Unis maintiennent des mesures coercitives unilatérales de différents types, y compris celles qui sont dites complètes en ce sens qu'elles visent les populations de pays ou de régions avec lesquels presque toute transaction liée aux États-Unis est interdite. Ces mesures s'appliquent actuellement à l'Iran, à la Syrie, à Cuba, au Venezuela, à la République populaire démocratique de Corée et à la République de Crimée.[1]

Les États-Unis et certains de leurs alliés, y compris les gouvernements d'Europe et du Canada, appliquent également ce qu'ils appellent des sanctions ciblées, qui visent des individus et des entités et en vertu desquels les citoyens et résidents américains n'ont pas le droit d'avoir des transactions financières ou de tout autre type avec eux. Les sanctions ciblées comprennent également pour les personnes visées des interdictions de voyager ou des « interdictions de territoire » dans le pays appliquant les sanctions et le gel ou la saisie de biens ou d'avoirs que ces personnes ou entités pourraient avoir dans le pays, etc.

Ce que les représentants des pays sanctionnés avaient à dire

La Représentante permanente suppléante de Cuba auprès de l'ONU, Ana Silvia Rodriguez, a ouvert la conférence en rappelant que le blocus économique, financier et commercial que les États-Unis imposent à Cuba depuis 1962 a été renforcé par un éventail de restrictions et de lois adoptées au fil des ans. Elle a expliqué que depuis un an en particulier, les États-Unis ont intensifié

leur agression en ciblant l'industrie du tourisme et en bloquant des expéditions de carburant, de matériel médical et d'autres fournitures nécessaires pour lutter contre la pandémie. La représentante cubaine a déclaré que le multilatéralisme et la solidarité anti-impérialiste sont nécessaires pour contrer le blocus.

Dans une déclaration lue en son nom, le Dr Frank Guni, un représentant de la ZANU-PF en Amérique du Nord, a rappelé que le Zimbabwe avait été soumis à des mesures coercitives unilatérales visant à forcer un changement de régime depuis 2001. Il a expliqué que les États-Unis avaient l'intention de détruire l'économie de son pays parce que, du point de vue des États-Unis et d'autres qui cherchent à recoloniser l'Afrique, la lutte du Zimbabwe pour l'indépendance et la restitution des terres au peuple représente un mauvais exemple pour la Namibie et d'autres pays de la région. Il a dit que, s'appuyant sur son expérience antérieure dans la gestion des catastrophes naturelles et des épidémies, le Zimbabwe a été en mesure de limiter l'impact de la COVID-19. Il a qualifié les sanctions contre le Zimbabwe de déclaration de guerre, ajoutant que c'est une guerre « que nous devons gagner ».

L'ambassadeur du Nicaragua aux États-Unis, Francisco Campbell, a expliqué que les États-Unis utilisaient leur influence internationale pour restreindre l'accès du Nicaragua aux prêts en violation du droit international. Il a dit qu'en dépit des sanctions américaines affectant le système de santé du Nicaragua et sa capacité à gérer la COVID-19, le travail de ses brigades de santé publique dans les communautés, la mise en œuvre de politiques liées à la distanciation sociale et à la recherche des contacts, les accords de contrôle des frontières avec les pays voisins et l'aide fournie par la Chine, Cuba et d'autres pays ont permis de limiter considérablement la propagation du virus.

L'ambassadeur permanent de la Syrie auprès des Nations unies, Bachar Jaafari, a souligné que deux milliards de personnes - près de 20 % de l'humanité - sont touchées par des mesures coercitives unilatérales à l'heure où la lutte contre la pandémie de coronavirus exige la coopération de tous les gouvernements. De plus, a-t-il dit, les États-Unis et d'autres qui suivent leur exemple dans l'application de mesures coercitives unilatérales font des ravages sur la question du droit fondamental à des choses telles que les soins de santé et l'éducation. Le représentant syrien a déclaré que tous les secteurs économiques de base de la Syrie sont touchés par des sanctions illégales et illégitimes. « La Banque centrale de Syrie n'est pas en mesure d'accéder à ses fonds, gelés par les sanctions et les pressions américaines sur les banques internationales. Les sanctions équivalent à du terrorisme sanitaire, en plus du terrorisme politique, économique, financier, médiatique et militaire des États-Unis », a-t-il déclaré.

Bachar Jaafari a expliqué que les soi-disant exemptions humanitaires accordées par le département du Trésor américain ont été et sont toujours soumises à des considérations politisées, de sorte que cette aide qui, selon lui, comprend des armes, est livrée exclusivement dans les zones sous le contrôle de groupes terroristes armés.

L'ambassadeur de la Syrie s'est félicité des récentes déclarations faites au Conseil de sécurité des Nations unies contre les mesures coercitives unilatérales et par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, qui a appelé à la levée des sanctions, mais il a noté que plusieurs projets de résolution et de déclaration présentés par des dizaines de membres de l'ONU ne contiennent aucune référence à l'appel de Guterres en raison de l'infiltration de ceux qu'il appelle les faux humanitaires occidentaux.

Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'Amérique du Nord de la République bolivarienne du Venezuela, Carlos Ron, a rappelé que son pays était soumis à des mesures coercitives unilatérales depuis 2006, mais que celles-ci se sont intensifiées en 2014, juste avant qu'Obama ne publie son décret de 2015 déclarant le Venezuela « une menace extraordinaire pour la sécurité des États-Unis ». Il a également précisé que toutes les tentatives du Venezuela d'importer des produits alimentaires et médicaux qui, selon les États-Unis, sont exemptés de leurs sanctions, sont en fait

bloquées, généralement par des banques qui refusent de recevoir des paiements du Venezuela, étant donné la domination américaine dans le système financier international. Comme dans le cas de la Syrie, de l'Iran et de Cuba, il a déclaré que les mesures punitives illégales américaines ciblent tous les secteurs de l'économie du Venezuela. Les fournisseurs ne vendront pas au Venezuela par crainte de sanctions des États-Unis ou facturent deux ou trois fois le prix de leurs produits. Il en va de même pour les assureurs d'expédition et les expéditeurs.

Carlos Ron a expliqué que le Venezuela a entrepris un recours contre les États-Unis à la Cour pénale internationale pour leurs actes de châtiment collectif et d'extermination contre le peuple vénézuélien. Il a également dénoncé le fait qu'au milieu de la pandémie de la COVID-19, les États-Unis organisent leurs plus grands exercices militaires depuis 30 ans dans les Caraïbes, non loin des côtes du Venezuela. Il a toutefois rappelé que, face à tout cela, avec la solidarité de Cuba, de la Chine et de la Russie, avec l'aide de l'Organisation mondiale de la santé et en s'appuyant sur ses mesures originales de santé publique et sur les efforts des organisations populaires, le Venezuela réussit à gérer la pandémie, notant que c'est le pays qui administre le plus de tests dans la région.



L'ambassadeur iranien auprès de l'ONU, Madjid Takht-Ravanchi, a déclaré que les mesures coercitives unilatérales contre l'Iran étaient les plus drastiques jamais imposées à un pays et qu'elles gênent sa capacité de traiter les personnes atteintes de la COVID-19 malgré le niveau professionnel élevé du personnel médical iranien. Il a également souligné qu'il était faux que les sanctions américaines ne s'appliquent pas aux fournitures médicales, rappelant que la filière suisse que l'Iran utilise pour les transactions internationales est soumise à une pression féroce de la part des États-Unis et que plusieurs fournisseurs médicaux ont récemment cessé leurs expéditions vers l'Iran parce que les États-Unis les ont rendues pratiquement impossibles. Tout le monde craint d'être accidentellement pris dans la toile des sanctions américaines en raison de l'ampleur de leur portée, a-t-il souligné.

Sanctions Kill a annoncé qu'il parrainera des webinaires et d'autres efforts et actions sur les sanctions pendant la crise de la COVID-19 et préparera une semaine internationale d'actions contre les sanctions imposées par les États-Unis et la guerre économique du 25 au 31 mai. De plus amples informations, ainsi que des liens vers le webinaire, sont disponibles sur sanctionskill.org.

Note

1. Gibson Dunn, l'un des nombreux cabinets d'avocats qui ont proliféré dans le monde entier à titre de conseillers d'entreprises sur la façon d'éviter de tomber sous le coup des mesures coercitives unilatérales américaines de tous types, déclare dans sa mise à jour des sanctions de fin d'année pour 2019 :

« Les sanctions promulguées par l'Office of Foreign Assets Control du département du Trésor américain (OFAC) sont devenues une partie de plus en plus importante de la politique étrangère américaine sous l'administration Trump. Pour la troisième année consécutive, l'OFAC a mis sur la liste noire plus d'entités qu'il n'en avait sous aucune administration précédente, ajoutant une moyenne de 1 000 noms à la liste des ressortissants spécialement désignés et des personnes bloquées (SDN) chaque année - plus de deux fois l'augmentation moyenne annuelle observée sous la présidence de Barack Obama ou de président George W. Bush. Les cibles incluaient les grandes

compagnies pétrolières publiques telles que Petroleos de Venezuela, SA (PdVSA), des alliés américains ostensibles tels que la Turquie (et - presque - l'Irak), les grandes compagnies maritimes, des responsables étrangers impliqués dans des allégations de corruption et d'abus, les trafiquants de drogue, les fraudeurs, etc. Comme si une seule liste noire ne suffisait pas, certaines entités ont eu le malheur d'être désignées plusieurs fois sous différentes autorités réglementaires - chaque nouvelle annonce entraînant une large couverture médiatique, mais peu d'impact pratique. Au dernier décompte, le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) iranien a été sanctionné en vertu de sept autorités de sanctions distinctes. Désireux d'exercer ses propres pouvoirs dans ce qui était traditionnellement une prérogative uniquement présidentielle, le Congrès américain a proposé en 2019 des dizaines de projets de loi pour accroître le recours aux sanctions. S'ajoutant à l'impact de nouvelles sanctions expansives, les sanctions de l'OFAC ont atteint un record de plus de 1,2 milliard de dollars américains.

« Alors que le président Obama a décrit son équipe de sanctions comme étant son 'commandement combattant' préféré (le comparant aux forces militaires traditionnelles employées par les États-Unis), le président Trump a véritablement décuplé le pouvoir des sanctions de l'OFAC - les employant fréquemment, rapidement et unilatéralement. L'administration Trump a annoncé de nouvelles sanctions 82 fois en 2019, éclipsant le record précédent établi en 2018. »

Dans sa mise à jour, Gibson Dunn fait référence aux « directives de conformité » de l'OFAC pour les sanctions qu'il administre, montrant comment les blocus américains ont ciblé des pays tels que Cuba, le Venezuela, l'Iran et d'autres en prenant des mesures punitives extraterritoriales contre des pays et entités non sanctionnés pour violation de ses sanctions économiques et autres sanctions illégales contre les pays et les individus visés. Ces mesures pernicieuses sont également appelées sanctions secondaires. L'OFAC met en garde les organisations et les individus qui voudraient éviter les pénalités pour violation des sanctions américaines de ne pas recourir aux pratiques telles que « faciliter les transactions par des personnes non américaines ; exporter ou réexporter des biens, des technologies ou des services d'origine américaine vers des personnes ou des pays sanctionnés par l'OFAC ; et utiliser des méthodes de paiement ou des pratiques commerciales inhabituelles. »

(Source : International Action Center)

Lettre du Congrès du travail du Canada au ministère des Affaires étrangères

Monsieur le ministre François-Philippe Champagne,

Je vous écris aujourd'hui pour vous faire part de nos préoccupations face au cas particulier de Cuba dans sa lutte pour répondre à la pandémie de la COVID-19 à l'ombre du blocus injuste et illégal imposé par le gouvernement des États-Unis.

Les sanctions économiques, commerciales et financières imposées depuis de nombreuses décennies ont eu de graves répercussions sur l'économie cubaine et, par conséquent, ont gravement détérioré les conditions de vie essentielles du peuple cubain. Aussi, en raison de leur portée extraterritoriale, ces sanctions nuisent aux relations commerciales, économiques et financières externes de Cuba et ont un impact sur les intérêts d'affaires et les relations commerciales légitimes d'autres pays avec Cuba, puisque ces nations tentent d'éviter de contrevenir à la législation américaine.

[illegible]

(11 mai 2020. Traduit de l'anglais par LML)

Monsieur le président,

1. Je vous remercie d'avoir convoqué cette réunion pour discuter des derniers événements au Venezuela, en particulier ceux qui se sont produits le 3 mai, ainsi que de la menace imminente d'une attaque armée, d'une rupture imminente de la paix dans mon pays et dans toute la région si l'agression continue.

Monsieur le président,

2. En signant la Charte des Nations unies, nous nous sommes tous engagés à « prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ». Aujourd'hui, cette disposition a été violée en toute impunité et au mépris total de la Charte.



3. Dans une lettre au Conseil de sécurité, datée du 13 mai 2020, nous avons étalé au monde l'agression armée contre mon pays^[1] qui, selon des preuves publiques et irréfutables partagées à l'époque, a démontré que les gouvernements des États-Unis d'Amérique et la République de Colombie ont assuré la planification, la formation, le financement et que, encore aujourd'hui, ils protègent des groupes de mercenaires et de terroristes qui ont perpétré une attaque armée dans le but de 1) tuer sans discrimination des civils innocents ; 2) perpétrer des meurtres sélectifs contre de hauts fonctionnaires de mon gouvernement ; et 3) assassiner le président Nicolas Maduro.

4. Il s'agit là d'une violation évidente de la Charte des Nations unies, du droit international et de plusieurs résolutions de ce Conseil de sécurité, qui sont juridiquement contraignantes pour tous les États Membres. Les gouvernements de la Colombie et des États-Unis d'Amérique ont violé leurs obligations en vertu du droit international, en particulier celles prévues dans les quatre (4) résolutions suivantes :

a. Résolution 239 (1967) du Conseil de sécurité qui condamne tout État qui autorise ou tolère « le recrutement de mercenaires ainsi que la fourniture de facilités à ces derniers, en vue de renverser les gouvernements d'États Membres de l'Organisation des Nations unies ».

b. Résolution 1269 (1999) du Conseil de sécurité dans laquelle les États sont invités à « prévenir et réprimer sur leur territoire par tous les moyens licites, la préparation et le financement de tout acte de terrorisme ».

c. Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, dans laquelle il est décidé que tous les États s'abstiennent d'apporter quelque forme d'appui que ce soit aux entités ou personnes impliquées dans des actes de terrorisme, notamment en réprimant le recrutement de membres de groupes terroristes et en mettant fin à l'approvisionnement en armes des terroristes et refusent de donner asile à ceux qui financent, organisent, appuient ou commettent des actes de terrorisme.

d. Résolution 1456 (2003) du Conseil de sécurité dans laquelle les États sont invités à « s'entraider dans toute la mesure possible pour prévenir, instruire, poursuivre en justice et punir les actes de terrorisme, où qu'ils se produisent », tout en soulignant que « les États doivent traduire en justice ceux qui financent, planifient, appuient ou commettent des actes de terrorisme ou donnent asile à leurs auteurs, conformément au droit international, en particulier en appliquant le principe 'extrader ou juger' ».

À ce jour, les gouvernements des États-Unis d'Amérique et de la Colombie continuent de refuser toute assistance et coopération aux autorités vénézuéliennes compétentes afin d'établir les faits et d'éviter l'impunité en veillant à ce que les responsables soient traduits en justice. En conséquence, ces gouvernements violent leurs obligations en vertu des traités bilatéraux existants d'entraide judiciaire en matière pénale. En outre, à ce jour, le gouvernement des États-Unis continue de fournir un refuge sûr aux personnes qui ont manifestement affirmé être les chefs de la dernière incursion armée contre le Venezuela.

Monsieur le président,

6. Aujourd'hui, je dois signaler que des opérations pour capturer les personnes qui ont participé à cette agression armée sont en cours, car nous sommes conscients de l'existence d'autres groupes de mercenaires et de terroristes qui tentaient de mener à bien leurs plans criminels dans d'autres régions de notre pays. En fait, le 14 mai, il y a eu une attaque contre notre système national d'approvisionnement en eau qui, en plus de constituer une violation manifeste de la résolution 2341 (2017) du Conseil de sécurité sur la protection des infrastructures essentielles contre les attaques terroristes, confirme la véracité des déclarations publiques de criminels qui demeurent en liberté, dans le cadre des préparatifs d'une nouvelle attaque et de la formation de nouveaux groupes de mercenaires et de terroristes. Tout cela se produit au moment où de nouvelles preuves continuent d'orienter clairement les soupçons vers Washington et Bogota en tant que principaux comploteurs de l'agression.

7. En outre, il y a au moins trois (3) événements supplémentaires très préoccupants que je dois également signaler aujourd'hui, car ils font partie de la campagne d'agression continue et systématique contre mon pays :

a. Premièrement, le 13 mai, le gouvernement des États-Unis a inscrit le Venezuela sur une liste illégale et unilatérale pour blâmer faussement mon pays de ne pas coopérer pleinement aux efforts de lutte contre le terrorisme. Rien n'est plus cynique qu'une accusation de ce type, qui survient quelques jours seulement après la perpétration d'une attaque armée par des mercenaires et des terroristes, avec le plein soutien de responsables du gouvernement américain et la participation directe de citoyens et d'entreprises américains. En outre, le lendemain, le 14 mai, un haut responsable de l'administration Trump a déclaré à l'agence de presse Reuters que l'administration Trump envisage de désigner plusieurs services de sécurité vénézuéliens comme « organisations terroristes ». Il s'agit là d'une menace évidente pour la paix et la sécurité de mon pays, car le gouvernement des États-Unis essaie de fabriquer un récit qui, selon ses notions suprémacistes, déclare que ses lois nationales sont universelles, qu'il peut prendre « une action défensive décisive » et assassiner des responsables de haut niveau des agences vénézuéliennes de sécurité et de renseignement, et, en faisant appel à sa machine de propagande, dénaturer plus tard le crime pour le présenter comme une opération antiterroriste. C'est un triste fait de notre époque que le gouvernement américain espère s'en tirer ouvertement en normalisant le meurtre illégal de hauts responsables nationaux du monde entier grâce à la force brutale.

b. Deuxièmement, comme nous l'avons dénoncé dans des lettres précédentes au Conseil de sécurité, le gouvernement américain a ouvertement admis qu'il faisait pression sur des entreprises pour qu'elles s'abstiennent de fournir de l'essence au Venezuela, ce qui a conduit à la pénurie actuelle qui existe aujourd'hui dans tout le pays. Dans ce contexte, permettez-moi de poser la question suivante : et si, au milieu de la pandémie de la COVID-19, la ville de New York était délibérément privée d'essence ? Cela constituerait sans aucun doute un crime contre l'humanité, ce qui est précisément ce que le gouvernement du président Donald Trump commet actuellement contre trente (30) millions de Vénézuéliens. Aujourd'hui, la coercition s'accompagne d'un nouveau danger : la menace de recourir à la force militaire contre cinq (5) pétroliers iraniens à destination du Venezuela, violant, entre autres, la liberté de commerce et de navigation. Si la menace se concrétisait, elle constituerait une véritable agression armée contre un navire civil iranien et contre

l'ensemble du peuple vénézuélien. Le gouvernement des États-Unis insiste pour se présenter comme notre « sauveur », prétendant être le « principal donateur » de l'aide humanitaire au Venezuela et ose même maintenant accuser notre gouvernement d'entraver la fourniture de l'aide américaine, alors que la vérité est que tous ceux qui sont prêts à soutenir notre pays en ce moment ont pu le faire, par le biais des organismes compétents des Nations unies.

c. Et troisièmement, il y a un peu moins d'une semaine, le 13 mai, les médias internationaux ont révélé l'existence d'une « Unité de reconstruction vénézuélienne » au sein du ministère des Affaires étrangères du Commonwealth britannique, à travers laquelle des conversations ont eu lieu entre des fonctionnaires du Royaume-Uni et des personnalités de l'opposition vénézuélienne ainsi que des conspirateurs de la récente incursion armée, faisant valoir la nécessité d'accorder des garanties de statut préférentiel aux entreprises britanniques dans mon pays, après la réalisation de l'acte d'agression. Ces nouvelles preuves qui sont maintenant révélées, ainsi que le pillage de plus de 1,7 milliard de dollars d'or vénézuélien par la Banque d'Angleterre, démontrent une fois de plus que le gouvernement britannique est un complice opportuniste du pillage colonial des richesses du Venezuela. En outre, les navires de guerre britanniques restent tout près de nos eaux territoriales, adoptant une attitude hostile basée sur la confrontation, avec les navires de guerre néerlandais, français et américains, convenablement déguisés en opérations antidrogue, mais en réalité destinés à établir illégalement un blocus naval contre notre nation. La combinaison de provocations militaires et d'opérations d'information est une répétition de cette vieille ruse de déni plausible lors d'agressions secrètes.

Monsieur le président,

8. Le 14 décembre 1974, l'Assemblée générale a approuvé à l'unanimité la résolution 3314 (XXIX), qui définit l'agression comme « l'emploi de la force armée par un État contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations unies », et comprend en tant que tels à la fois « le blocus des ports ou des côtes d'un État par les forces armées d'un autre État » et « l'envoi par un État ou en son nom de bandes ou de groupes armés, de forces irrégulières ou de mercenaires qui se livrent à des actes de force armée contre un autre État ». Ce texte, qui correspond parfaitement à la description des événements les plus récents au Venezuela, reconnaît également qu'aucune considération, quelle qu'en soit la nature, ne peut justifier un acte d'agression.

9. C'est pourquoi, tout en exhortant le Conseil de sécurité à s'acquitter des devoirs et responsabilités qui lui sont confiés par la Charte des Nations unies en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, nous lui demandons de déterminer une fois pour toutes non seulement les menaces que les politiques bellicistes des gouvernements de Colombie et des États-Unis d'Amérique font peser sur la paix au Venezuela et dans toute la région, mais aussi de reconnaître les actes d'agression qui ont été commis contre mon pays et d'exiger que les auteurs cessent immédiatement leurs pratiques criminelles, y compris le recours ou la menace de recours à la force et la commission de nouvelles attaques armées, notamment par le recours à des mercenaires et des terroristes.

10. Le gouvernement des États-Unis et ses alliés créent un espace sans loi dans les relations internationales où ils peuvent ignorer leurs obligations en vertu du droit international et imposer des pratiques tyranniques, arbitraires et coloniales au reste du monde. Ainsi, la suprématie de leurs intérêts nationaux justifie les crimes les plus abominables, comme le cas de la protection des « bons terroristes et mercenaires » qui ont attaqué le Venezuela s'ils servent l'expansion de la puissance des États-Unis. Le Conseil de sécurité doit faire respecter les notions de moralité et de légalité dans les relations internationales, en vertu du principe qu'« aucune considération de quelque nature que ce soit, politique, économique, militaire ou autre, ne saurait justifier une agression ». C'est le seul moyen de promouvoir la paix et la sécurité entre les nations.

11. Aujourd'hui, au milieu d'une pandémie meurtrière qui affecte toute l'humanité et qui requiert toute l'attention de notre gouvernement national pour protéger la vie de notre peuple, nous sommes également confrontés à une attaque armée imminente qui, en raison de ses effets génocidaires, équivaut à un crime contre l'humanité. Compte tenu de la gravité de la situation et de son escalade potentielle, l'inaction du Conseil de sécurité à ce stade encouragera ces gouvernements à poursuivre leurs plans bellicistes et criminels, comme cela a été le cas jusqu'à présent, compte tenu du fait que les gouvernements de la Colombie et des États-Unis ont redoublé leur agression contre le Venezuela, au mépris du droit international et de la Charte des Nations unies, et en démontrant leur nature impénitente et répétée.

12. Permettez-moi de terminer en insistant sur le fait que notre pays ne constitue une menace pour personne et espère que tout le monde apprendra cette leçon : le Venezuela n'est pas à vendre, il ne sera jamais la colonie de quiconque et son peuple remplira, avec sérénité et détermination, son devoir de liberté.

Merci beaucoup monsieur le président.

Note

1. Pour lire la lettre adressée au président du Conseil de sécurité des Nations unies par Samuel Moncada, représentant permanent de la République bolivarienne du Venezuela auprès des Nations unies (en anglais), cliquer [ici](#).

L'intensification des exercices de guerre durant la COVID-19

L'écrasement d'un Snowbird

- Tony Seed -

Le 17 mai, un avion Tutor de l'Aviation royale canadienne (ARC) s'est écrasé dans un quartier résidentiel près de Kamloops, en Colombie-Britannique. Il faisait partie de l'escadron de démonstration aérienne des Forces canadiennes, les Snowbirds, en tournée de relations publiques pancanadienne. Du nom d'Opération Inspiration, la tournée a été lancée le 2 mai en Nouvelle-Écosse, en pleine pandémie mondiale de la COVID-19 et immédiatement après l'Opération America Strong des Thunderbirds des Forces aériennes américaines qui a été débuté à la mi-avril dans l'État du Colorado, où siège NORAD.[1]

L'accident a coûté la vie à la capitaine Jennifer Casey, une jeune officière des affaires publiques avec les Forces armées canadiennes et NORAD. Le pilote, pour sa part, a survécu après s'être éjecté. Le 24 mai, l'ARC organise une procession commémorative publique dans les rues de Halifax, en Nouvelle-Écosse, sa province d'origine. Il n'y a pas eu de tels hommages publics pour les cinquante aînés qui sont décédés de la COVID-19 au manoir Northwood, la résidence de soins de longue durée à but lucratif située dans cette même ville.

La tournée des neuf chasseurs organisée par le ministère de la Défense nationale devait être un divertissement pour « remonter le moral ». Le 29 avril, le premier ministre Justin Trudeau a déclaré : « Lorsque nous regarderons les Snowbirds survoler nos maisons, souvenons-nous que nous traversons tout cela tous ensemble ». La tournée a été promue avec zèle par les médias monopolisés, alors qu'au lancement de la tournée à Halifax en mai, CBC-TV montrait en primeur des images vidéo prises de l'intérieur d'un chasseur. Mais selon le ministère de la Défense nationale et contrairement aux prétentions du premier ministre, les Snowbirds sont avant tout un « important outil de relations publiques et de recrutement ».

Le 22 avril, le président des États-Unis Donald Trump a annoncé un programme panaméricain de spectacles aériens mettant en vedette les USAF Thunderbirds et les Blue Angels de la marine américaine. « Ce que nous faisons c'est rendre hommage à nos travailleurs de la santé aux premières lignes dans la lutte contre la COVID-19. Et c'est vraiment un signal pour tous les Américains d'être vigilants pendant cette pandémie. C'est un hommage qu'on leur rend, à nos guerriers. Parce qu'ils sont des guerriers au même titre que ces pilotes incroyables et tous les combattants que nous avons dans les combats plus traditionnels que nous gagnons et nous sommes gagnants. »



Conjointement, le 27 avril, des avions de combat américains et canadiens sous le commandement du NORAD ont participé à un exercice de guerre au-dessus de la région métropolitaine de Toronto, un des principaux foyers du virus. Le 29 avril, la Presse canadienne a reconnu que « certains Canadiens ont pris d'assaut les réseaux sociaux mercredi pour remettre en question la nécessité de ces vols, compte tenu du fait qu'un grand nombre de gens continuent de lutter contre la COVID-19 et d'en mourir. Ces critiques reflétaient celles dirigées contre la décision des forces militaires américaines de déployer leurs équipes de Blue Angels et de Thunderbirds. »

NORAD est dirigé par le Commandement du Nord du Pentagone en tant que partie intégrante de la Sécurité intérieure des États-Unis. Pour donner un aperçu de comment le déploiement de forces militaires américaines est un sujet sensible, même si l'opération était censée être sous un « contrôle binational », NORAD s'est senti obligé de tout faire pour rassurer le public que cet exercice était indépendant de tout programme canadien. « Cette activité de formation n'est liée d'aucune façon à la réponse du gouvernement du Canada à la COVID-19 », a-t-il été annoncé dans un communiqué de presse, qui encourageait les résidents à lever les yeux vers le ciel et à admirer les chasseurs en action.

Selon NORAD, les chasseurs américains travaillaient avec le secteur de la défense aérienne canadienne de la 22e Escadre North Bay, en Ontario, et le contrôle du trafic aérien civil dans la région de Toronto pour « pratiquer des opérations d'entraînement dans un espace aérien de forte densité ». Le tout a été organisé dans le cadre de l'Opération Noble Eagle qui se concentre sur la surveillance et le contrôle de l'espace aérien au-dessus du Canada, et a duré de 10 h à 11 h 30 le matin. « En s'assurant que l'espace aérien était dégagé, NORAD a pu mener son opération dans ce qui est normalement un espace aérien de forte densité. »

On n'explique pas pourquoi il en a été ainsi, pourquoi pendant cette période et pourquoi sur l'heure du midi au-dessus de la plus grande ville du Canada.[2]

Leurs chasseurs CF18-Hornets sont partis de la 3e Escadre Bagotville, au Québec, et se sont envolés vers Toronto. Les contrôleurs de NAV CANADA au centre de contrôle aérien de Toronto ont ouvert la voie aux chasseurs à réaction en maintenant les autres aéronefs à l'écart de la zone d'opérations réglementée. « Cette zone est un espace aérien préétabli qui permet aux aéronefs du NORAD d'effectuer des missions militaires telles que le ravitaillement en vol, la surveillance et les scénarios d'entraînement, sans interférence. »

L'exercice faisait partie d'une série d'exercices qui ont été peu publicisés. Le 23 avril, NORAD a mené « un exercice de défense aérienne binationale près de la frontière des États-Unis et du Canada pour renforcer l'interopérabilité et maintenir nos capacités de réaction rapide pendant la réponse à la COVID 19 ». La zone frontalière n'a pas été rendue publique, mais l'exercice a eu lieu alors que le 26 mars la vice-première ministre Chrystia Freeland affirmait d'un ton ferme, au nom de la souveraineté, les objections du gouvernement canadien face au stationnement de troupes américaines sur la frontière tel que proposé par Trump. « Ce que nous avons dit est 'Nous ne croyons pas du tout que la santé publique serve de justification pour que vous entrepreniez une telle action' » et « Nous ne prenons pas d'ordres de personne », a-t-elle dit.

De telles bravades ne servent pas à grand-chose si ce n'est que de faire oublier les autres exercices militaires transfrontaliers. Le 13 mai, des CF-18 Hornets et un CC-150 Polaris de ravitaillement en vol ont « mené une patrouille dans le nord du Canada » sans rendre public l'endroit ni la raison de l'exercice, ni invoquer la « santé publique » comme justification.

Trump a aussi annoncé que le 4 juillet il compte organiser un spectacle aérien comme ceux du mois d'avril. L'événement qu'il avait organisé l'an dernier a mis en vedette un déploiement militaire qui a coûté 2,5 millions de dollars.



Dans le vaste éventail de déploiements militaires pendant une crise de la santé publique et, dans le même contexte, les spectacles aériens des Snowbirds, on retrouve constamment la métaphore véhiculée par Trudeau et Trump d'être « en guerre », tandis qu'ils mettent sur un pied d'égalité le personnel militaire et les professionnels de la santé en tant que « héros » et « guerriers ». En ce sens, les militaires font partie de l'agence dirigeante durant la crise de santé publique à la fois au Canada et aux États-Unis. Aux États-Unis, près de 64 000 troupes ont été déployées. Au Canada, des troupes ont été déployées dans les résidences pour aînés — près de 1 700 membres des Forces armées canadiennes ont été déployés dans près de 30 résidences pour aînés, soit 25 CHSLD au Québec et cinq en Ontario, plus que

les 1 400 du début— et dans les communautés autochtones. Aussi, près de 2 000 soldats sont déployés dans 20 missions militaires outremer tandis que le Canada continue de participer dans les exercices militaires provocateurs de l'OTAN en Europe et dans la Méditerranée. Le désastre de l'écrasement d'un hélicoptère Sikorsky Cyclone sur le HMCS Fredericton dans la mer Ionienne le 28 avril et la propagation du coronavirus parmi les Forces armées ont relativement été passés sous silence et il en va de même pour le déploiement de navires de guerre canadiens qui participent aux exercices de guerre RIMPAC qui doivent se tenir à proximité d'Hawaï et dans le Pacifique au mois d'août, le plus grand exercice de guerre maritime au monde.

La propagande menée pour Opération Inspiration vise autant les rangs militaires que le public, tout comme l'engagement d'inspecter les aéronefs vieux de 57 ans utilisés par les Snowbirds. Les inquiétudes au sujet de la sécurité du personnel des forces armées face au coronavirus sont à la hausse, surtout dans la marine où la revendication juste et légitime de rapatrier les troupes se fait maintenant entendre.^[3] Sept membres du personnel ont perdu la vie en vain durant une période de deux semaines et un autre soldat a perdu la vie en juin dernier lors d'un exercice de parachutage mené par les États-Unis dans le cadre d'un exercice de l'OTAN en Bulgarie. À ce moment-là aussi on a promis une enquête. La culture du secret est telle que le Pentagone, suivi de près par le

ministère canadien de la Défense nationale, a imposé une interdiction draconienne sur la publication de statistiques sur les infections dans les rangs des forces armées. Cette mesure va de pair avec une offensive idéologique visant à la fois le personnel des forces armées et le public comme quoi il faut maintenir « l'équilibre entre la santé et la sûreté et la sécurité » au moment où les préparatifs de guerre et l'insécurité des peuples du monde s'intensifient. La prémisse qui sous-tend tous les appels à l'intégration complète des Forces armées canadiennes à la machine de guerre américaine est que défendre la sécurité c'est « maintenir » la « patrie » nord-américaine « libre et prospère » - c'est-à-dire, contre tout ce qui menace le règne des oligopoles sous l'influence des impérialistes américains, une approche de la sécurité qui est totalement dépourvue d'une conception moderne axée sur l'être humain.

C'est une situation dangereuse. Les déclarations du président Trump qu'il pourrait appeler les militaires à distribuer les vaccins laissent présager l'application de la loi martiale face au coronavirus. La loi martiale pourrait aussi être invoquée sous prétexte de l'éclosion de la COVID-19 en Chine et dans d'autres pays étrangers et ses répercussions continues possibles sur les États-Unis pendant les élections américaines. En d'autres mots, les militaires, plutôt que les autorités civiles de la santé du pays, prendraient en charge la santé, ce qui est déjà en partie ce qui se produit. Notamment, en mars, le gouvernement Trudeau examinait les pouvoirs contenus dans la *Loi sur les mesures d'urgence*, une législation qui autorise le recours sans restriction aux pouvoirs militaires et de la police, au nom de protéger le public de la pandémie.

En dépit d'inquiétudes grandissantes sur la sécurité du programme des Snowbirds, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan déclare qu'il compte le continuer.^[4]

Il est temps de tirer les conclusions qui s'imposent sur la nature de l'intégration du Canada à la machine de guerre américaine. L'alliance militaire NORAD est toujours décrite comme étant responsable de la défense de l'Amérique du Nord, mais, tout comme l'OTAN, il s'agit d'une alliance militaire agressive.

Note

1. Jusqu'à tout récemment, nous entendions que NORAD est « l'organisation militaire binationale la plus puissante au monde » (et non seulement militaire). Le site web de NORAD se vante de défendre « les États-Unis continentaux » et la « patrie en tant que mission sacrée ». Le NORAD définit notre pays comme étant « la région canadienne ». NORAD répond spécifiquement au Commandement du Nord, partie intégrante de la Sécurité intérieure des États-Unis. Sur son site web, NORAD se vante d'être « en tête » quant au déploiement américain de 19 000 troupes et de 45 000 membres de la Garde nationale. Chaque État, trois territoires et Washington ont placé en service actif du personnel de l'armée et de la garde nationale aérienne. En vertu de la constitution américaine, tous les commandants militaires américains sont subordonnés au commandant-en-chef des Forces armées américaines, le président des États-Unis. En fait, cela veut dire qu'en vertu du traité du NORAD, Donald Trump est le commandant-en-chef des Forces armées canadiennes — l'homme face à qui, selon les médias, la politique de Trudeau serait différente, voir même dirigée contre lui !

Pour un historique plus approfondi, voir « Le 60e anniversaire du NORAD - Démanteler le NORAD est plus urgent que jamais », [LML, 2 juin 2018](#)

2. Noble Eagle a été lancé au lendemain du 11 septembre. Rompant avec la tradition militaire, les gestionnaires de la perception se sont chargés de nommer les guerres. À l'origine, le choix des noms de code militaires était une question de sécurité. Dans la façon actuelle des États-Unis de mener la guerre, cependant, les noms de code militaires font partie d'une stratégie de « marketing ». Il y a eu Opération Noble Eagle, Opération Valiant Strike, Opération Provide Comfort, Opération Enduring Freedom, Opération Uphold Democracy, Opération Iraqi Freedom

et, maintenant, Opération Reassurance, Opération American Strong et Opération Inspiration.

3. Parlant de l'incident du *USS Roosevelt*, où près de 1 000 marins ont été infectés par le virus, Scott Taylor, éditeur et rédacteur de *Esprit de Corps*, écrivait le 22 avril: « La leçon que la Marine royale canadienne devrait tirer de cet incident, c'est que puisque nous ne sommes pas en guerre et que le virus, lui, est réel, la sécurité de nos marins doit l'emporter sur les engagements opérationnels ». « Faites de la sécurité du personnel pendant la crise du coronavirus une priorité », dit-il, tel que cité dans le *Hill Times*, 22 avril 2020.

4. Dès 2003, une étude du ministère de la Défense nationale signalait : « Chaque nouvelle année, le risque technique, sécuritaire et financier associé à prolonger la vie des Tutor au-delà de la cinquième décennie augmentera. Ces risques sont importants. » Citation de Michael Byers, « Les Snowbirds — cloués au sol », *National Post*, 12 mai 2014.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca